

Frantisek Kriegel, l'insoumis

G.E.Sichon

Qui se souvient encore de Frantisek Kriegel, membre, en 1968, de la délégation tchécoslovaque convoquée à Moscou et qui fut l'un des rares à s'opposer à Brejnev ? Et qui se souvient de son parcours dans les Brigades Internationales en Espagne ? De son épopée en Chine pendant la guerre ?

S'il est un destin qui illustre bien la complexité du communisme, la faillite de son utopie et un combat pour une *même liberté* du début jusqu'à la fin de son existence, c'est bien celui de Franz Kriegel, « Franta ».

Franz Kriegel est né le 10 avril 1908 à Stanislavov en Ukraine (Pologne, entre les deux guerres), dans une famille juive de la « petite-bourgeoisie » (d'un père boulanger ou entrepreneur ? On ne sait, les sources divergent). Après avoir passé le baccalauréat dans sa ville natale en 1926 il part - pour cause de « *numerus clausus* » - en Tchécoslovaquie étudier la médecine à l'université allemande de Prague¹. Son père meurt très jeune et sa mère n'ayant pas les moyens de lui payer ses études, Franta se trouve dans l'obligation de gagner sa vie en donnant des leçons particulières et en faisant de petits travaux. En 1934 il achève ses études et commence un stage dans la clinique de médecine générale de Prague.

A Prague, démarre pour lui l'aventure communiste : en 1931, il adhère au Parti communiste tchèque (PCT) dont il devient vite un membre actif. Il sera instructeur dans les syndicats, apportant également une aide politique aux

cellules d'entreprise du Parti. Quand le Komintern décidera d'envoyer en Espagne des volontaires, Franta demandera au Parti la permission d'y aller. Fin novembre 1936, il part ainsi de Prague pour la France et arrive en Espagne le 10 décembre 1936².

Il y « gravira des échelons », si tant est qu'un tel vocabulaire soit adapté à la réalité du combat des volontaires étrangers en Espagne. De la Base des Brigades Internationales à Albacete, il est envoyé à la XI^e Brigade où il assurera la responsabilité médicale de l'évacuation. Il deviendra médecin-chef de la XI^e Brigade³ et occupera cette fonction jusqu'au mois de juin. Il sera élevé au grade de capitaine, puis de commandant. Ultérieurement, il sera longtemps médecin-chef de la 45^e division⁴. En 1938 il recevra la carte du Parti communiste espagnol (PCE).

Franta, en Espagne, prenait des initiatives, manifestait un grand don d'organisation. Ses interventions étaient très prisées, étonnantes pour un individu qui, dix mois auparavant n'était encore qu'un civil auquel le service militaire était inconnu. Il eut sous son commandement 21 médecins et 3 « praticantes »⁵ espagnols (qui exerçaient parfois à l'époque la fonction de médecin de bataillon) ; sa division comptait alors environ 6 000 hommes.

Peu commode avec ses collaborateurs ou ses subordonnés et même avec les autorités supérieures, Franta ne fut jamais soumis, ni en Espagne ni plus tard en Tchécoslovaquie.

Bien que reconnaissant ses aptitudes médicales, militaires et politiques, ses camarades en Espagne parlaient aussi de ses défauts. Le commandant de la 45^e division Hans Kahle mentionne ainsi son tempérament : « violent » et autoritaire. Le Dr E. Sanmarti (chef du Service de santé des Brigades dès l'été 1938) et le commissaire politique de ce secteur, Carlos, ainsi que le Dr Minkov, un haut cadre communiste du Service de santé en Espagne, l'accusent d'avoir souvent des « attitudes individualistes ». Un autre médecin venu de Pologne, Samuel Flato, écrit dans son « Opinion » – ce *must* caractéristique des mœurs communistes - sur Franta : « Kriegel, un homme énergique et capable mais avec une très forte ambition personnelle qui le mène parfois à des fautes sérieuses et même à l'indiscipline envers le Parti »⁶. Wiktor Taubenfligel, autre médecin originaire de Pologne qui, en compagnie de Kriegel et d'autres médecins, fera, après l'Espagne, les campagnes de Chine et de Birmanie, écrit dans ses mémoires⁷ : « Kriegel est... sûr de lui-même... se comporte souvent d'une manière brutale envers les autres... malgré tout cela, il est sans doute le plus doué de nous tous ». Encore plus sévère, du point de vue des dirigeants communistes, fut l'opinion d'Edo⁸ qui, en 1940, reprenant les reproches faits à Franta en Espagne, parle de son comportement indiscipliné dans le camp d'internement en France et de la défense qu'il a apportée au Dr Bachrach (« Kuba »), un homme « très suspect » selon le tout-puissant André Marty, opinion reprise par l'*Humanité* avec une mise en garde contre ce médecin. Les plus avisés savaient ce que signifiait ce langage. Edo écrit « C'est seulement après avoir constaté qu'il ne peut pas partir en Chine sans l'accord du Parti qu'il (Kriegel) reconnaît ses torts, de même que son erreur de jugement envers Kuba... La confiance du parti envers Kriegel est restreinte. Il se peut que tout cela dépende d'une déviation de son caractère ou d'un esprit personnel très

accentué qui met ses propres intérêts avant ceux du Parti ».

A partir de juin 1938, Franta fut délégué au Ministère de la Défense Nationale, à la *Sección Ayuda Médica Extranjera*, où il restera jusqu'à la démobilisation des Brigades. Il rejoindra ensuite le groupement des Polonais démobilisés à Palafrugell. Lorsque la République perd Barcelone, en janvier 1939, le Polonais Waclaw Komar, commandant militaire de Palafrugell, le nommera « chargé des affaires de la mairie »⁹, une fonction que Franta décrit dans un article intitulé « *10 jours du maire de Palafrugell* », paru dans le bulletin polonais du camp d'internement en France¹⁰. « Le premier et l'unique *alcalde* interbrigadiste » écrit-il dans son récit.

Arrivé au camp de Saint Cyprien en février 1939, il se brouille avec la direction communiste du camp car il refuse de prendre en charge le service de santé de l'îlot des interbrigadiques, arguant qu'on doit d'abord recevoir des autorités françaises un minimum de moyens. Les volontaires réfugiés « vivaient » alors sur une surface de sable limitée par des fils barbelés, gardée par des troupes coloniales où rien n'avait été préparé ni prévu, sauf... le sable, la mer, le vent, les fils barbelés et la garde militaire - sans plus. Ce refus le fâcha pour longtemps avec la cellule du parti du groupe polonais. Les Polonais avec d'autres Interbrigadiques furent transférés, début avril, au camp de Gurs. Franta sera écarté des activités du Parti et du travail médical dans les camps.

Lorsque, fin avril, l'organisation du parti proposera aux médecins du camp de Gurs de s'inscrire sur une liste pour aller en Chine, plusieurs Interbrigadiques de différentes nationalités (environ 40 volontaires) s'y inscrivent. Franta, lui, prendra directement contact avec des amis médecins qu'il avait connus en Espagne, les docteurs Jensen et Crome¹¹ : ils étaient à Londres et ils parvinrent à l'inscrire sur la liste du groupe médical engagé par la Croix Rouge.

C'est ainsi que Franta part, en août 1939, avec sept autres médecins du camp de Gurs¹² en Chine. Des cinq médecins polonais à s'en aller, il est le seul à ne pas avoir obtenu la permission préalable de sa cellule du Parti. De ce fait, il est écarté de toute responsabilité en Chine par Samuel Flato, secrétaire de cellule du groupe. Celui qui, en Espagne, s'était avéré être un des meilleurs médecins militaires parmi les volontaires étrangers, n'aura jamais de fonction responsable dans le groupe des « Espagnols » en Chine.

Les conflits de Franta avec le Parti se prolongeront en Chine. En décembre 1939, avant le départ des volontaires de la base de la Croix Rouge chinoise à Tu-yun-guan¹³ pour le front, situé dans la province de Hunan, Franta, en réunion de cellule, refuse de faire son autocritique. Il est éliminé du comité de cette cellule. Plus tard, toujours en Chine, ses collègues lui reprocheront d'avoir déclaré que « en Chine, dans la domaine de la médecine, ce sont uniquement les missionnaires qui sont valables ».

Les « Espagnols » seront dirigés aux environs de la ville de Shin-shy-chou¹⁴ ; Franta se retrouve à Chau-lo-gay, non loin de ses camarades du même Corps d'armée que le sien. Ils sont tous mécontents parce que les villages où ils se trouvent sont assez loin de la première ligne bien que le front soit tranquille. Les conditions de travail sont difficiles, tout comme les relations avec les collègues chinois. Les initiatives des « Espagnols » sont fréquemment freinées et on les empêche d'être utiles comme ils le souhaiteraient. Malgré cela, ils apporteront des améliorations dans le domaine sanitaire, introduiront des cours pour le personnel, organiseront une école pour cadres moyens des services de santé. Franta sera l'un des professeurs de cette école.

Ils retourneront à la base de la Croix Rouge en juin 1940. Les désaccords du groupe avec Franta continuent : on lui reproche de ne pas avoir tra-

vaillé selon les décisions prises auparavant, que « l'on ne peut compter sur lui car son intérêt personnel passe avant l'intérêt du Parti » etc... Ayant pris la décision d'écartier Franta provisoirement du Parti, la cellule envoie un protocole de cette décision à la délégation du Parti Communiste Chinois qui se trouvait alors à Ch'ung-ch'ing et dont le chef était Chou En-lai¹⁵. En 1940, quand Edo critiquera Franta, il s'appuiera aussi sur ce protocole.

Les médecins « espagnols », de retour à la base de la Croix-Rouge Chinoise (CRCh) arrivent à convaincre son président de les envoyer au front, dans des hôpitaux de divisions. Ils seront séparés en deux groupes. Franta, qui appartenait au deuxième groupe, dont le chef était le Dr Kaneti, ira au front d'Ich' ang¹⁶ où les médecins étrangers sont chargés de réorganiser le Service sanitaire, tâche qu'ils arriveront à accomplir réellement dans les limites du possible de la Chine de l'époque.

La scission entre le Kuo-min-tang et le PCC au début de 1941, plus encore que le pacte de neutralité en avril entre le Japon et l'URSS, ainsi que l'éclatement de la guerre germano-soviétique, vont changer la situation des médecins étrangers dont on savait qu'ils étaient communistes. Pendant l'année 1941, ils sont peu à peu rappelés du front d'Ich' ang¹⁷ à la Centrale de Tu-yun-guan où on leur impose, sous observation policière, une oisiveté forcée. Cette situation durera presque toute l'année 1942. Franta contracte une grave dysenterie amibienne que son collègue « espagnol » Coutelle, disposant d'un microscope, confirme¹⁸.

En décembre 1942, Franta, déjà complètement rétabli, part en Birmanie avec huit autres de ses collègues : ils sont engagés comme médecins dans les unités chinoises de l'armée américaine du général Stilwell, liés par contrat (Army Contract Surgeons) jusqu'à la fin de la guerre.

Toute l'année 1943, ils resteront dans un camp d'instruction pour troupes chinoises à Ramgarh (Behar) en Assam¹⁹ et partiront, début 1944, avec les divisions chinoises en Birmanie, Franta étant chargé du Service de santé dans une unité de tanks. Au printemps 1945, il travaillera pendant trois mois dans l'hôpital de campagne du Dr Seagrave²⁰. A la fin de la guerre en 1945, les médecins sous « contrat » recevront quasiment tous des décosations ainsi que des lettres de félicitations pour leur travail dans l'armée. Particulièrement élogieuses furent celles de Franta et de Taubenfligel. En novembre 1945, Franta et sept autres « Espagnols » prennent l'avion à Ledo (Inde) pour Francfort-sur-le-Main, et à la fin du même mois, Taubenfligel, en route pour Varsovie, l'accompagne à Prague avec une voiture qu'il vient d'acheter en Allemagne.

A Prague, Franta retourne²¹ vite au travail politique qui, visiblement, lui manquait. Il devient un activiste du Parti et, en 1947, l'adjoint d'Antonin Novotny, le futur leader du PCT dans les années 60, dont il avait fait la connaissance avant la guerre. Novotny était un « apparatchik » sans grandes capacités politiques mais qui savait s'entourer de collaborateurs de valeur. Il appréciait Franta, ses talents d'organisation, ses connaissances et sa perspicacité politique. C'est probablement grâce à Novotny que le sort de Franta, lors des grands procès de Prague au début des années 50, s'avérera plus clément que celui des autres Anciens des Brigades Internationales et des Juifs de l'appareil du parti. La montée politique de Franta sera rapide : en 1948 il est secrétaire du Parti pour la ville de Prague et remplace le chef de la milice populaire. En 1949, il est nommé vice-ministre de la santé. Quand les procès staliniens de Prague²² commencent, Franta est écarté de son poste au ministère et de toutes les tâches politiques. Durant l'année 1953, il cherchera longuement du travail : il finira par trouver à s'embaucher dans une usine comme

médecin du travail. Avec le dégel politique en URSS et dans les pays frères, il sera réhabilité et recevra plusieurs distinctions²³.

Dès 1956, Franta retourne à sa profession et se spécialise en rhumatologie dans une clinique de Prague. Quatre ans plus tard, sa spécialisation achevée, il part, à la demande du gouvernement cubain, à la Havane où il devient conseiller du Ministre de la Santé dans les années 1960-1963. Il contribue à la mise en place d'une structure médicale, allant de l'appareil ministériel jusqu'aux centres et dispensaires locaux, les transports de malades, la formation des infirmières et du personnel soignant, la vaccination d'enfants etc.

De retour à Prague il travaillera à l'Institut de Rhumatologie (1964-1965) et sera aussi membre, en 1967-1968, du Conseil scientifique du Ministère de la santé.

Toujours actif au Parti, il est élu au parlement et à sa présidence, où il préside le Comité des Affaires Étrangères. En 1966 Novotny le fait entrer au CC du parti et en avril 1968²⁴, en plein « printemps de Prague », Franta est élu au Présidium (Bureau Politique) du PCT qui le nomme président du CC du Front national²⁵. Le point culminant de sa vie commençait. Dubcek écrit dans ses Mémoires : « Mes alliés les plus fidèles à cette époque-là s'appelaient... Kriegel... » [figurent encore cinq autres noms], « Kriegel... se montra ferme et cohérent dans la mise en œuvre de nos réformes... »²⁶

Le « printemps de Prague » en Tchécoslovaquie suscita un énorme enthousiasme populaire et l'attention du monde entier fut concentrée pendant quelque temps sur ce pays. L'enjeu était grand : le pseudo-socialisme à la manière soviétique était-il capable ou non de se réformer et de s'approcher des rêves socialistes d'une société plus juste respectant la liberté individuelle ? En fait, la promesse tchécoslovaque était inacceptable pour l'URSS et pour les autres dic-

tatures sous sa houlette. Mais l'optimisme des Tchèques au début fut incommensurable. Quand, en mars 1968, le vieux compagnon d'Espagne de Franta, le Dr Crome, lui demande, lors d'une rencontre : « Crois-tu que vous pourrez y arriver ? », la réponse immédiate fut « Oui, nous sommes assez forts ». Même un homme avec l'expérience de Kriegel était optimiste. Après quelques semaines, Crome lui envoya un télégramme de félicitations.

Mais Franta se rend compte progressivement, ainsi que certains communistes réformateurs, que le « printemps de Prague » ne peut réussir, qu'il est inacceptable pour l'empire soviétique. La liberté d'opinion, la liberté de la presse²⁷ et, surtout, l'épuration des services de sécurité par le ministre de l'Intérieur Pavel, ancien volontaire d'Espagne, qui élimina de ces services des agents aussi bien tchèques que russes et qui révoqua des officiers tchèques prosoviétiques, décideront le pouvoir soviétique à réagir. En mai 1968²⁸, le nouveau secrétaire général du PCT déclare devant le CC du parti : « Sous la bannière d'un nouveau modèle de socialisme, les principes fondamentaux concernant la structure du Parti, son rôle dirigeant dans la société, sont rejettés... »

Le 27 juin 1968, Ludvik Vaculik, l'un des critiques les virulents du socialisme fossilisé, publie le manifeste des « 2 000 mots » : il y invitait à une discussion politique, exprimant des doutes sur les possibilités de réformes, car il y avait encore trop de fonctionnaires conservateurs, partisans de la dictature totalitaire²⁹. Il exprimait aussi dans ce manifeste la crainte de la réaction soviétique. Les stalinien tchèques déclarèrent que les « 2 000 mots » constituaient une provocation contre-révolutionnaire et antisoviétique. Moscou prit prétexte de cette situation pour exercer une pression supplémentaire sur Prague en convoquant une réunion à

Varsovie³⁰ afin de mettre en garde le CC du PCT contre « les forces opposées au socialisme » et le 18 juillet 1968, à l'issue de cette conférence, les cinq partis accusateurs posèrent leurs conditions³¹. Pour tenter d'éviter le pire, le pouvoir de Prague se trouva dans l'obligation de négocier avec Moscou. Les pourparlers eurent lieu entre le 29 juillet et le 1^{er} août 1968 à Ciernanad-Tisou. Kriegel refusera carrément de signer le protocole imposé par les Soviétiques. Pavel Tigrid décrit dans son livre l'ironie sarcastique de Kossyguine : « Qui est ce Kriegel ? Est-il tchèque ? N'est-ce pas un Juif galicien ? » Ce fait fut confirmé par Dubcek³². Mlynar³³ écrit lui aussi que Chelest reprit le même propos antisémite au cours de cette réunion³⁴.

Un compromis, en fait une apparence de compromis, sera conclu, suivi de l'accord de Bratislava le 3 août 1968. Cela pouvait satisfaire Dubcek mais laissait beaucoup d'autres sceptiques. Dès son retour à Prague, Kriegel, lors d'une réunion du Présidium, déclare que certains éléments de l'accord de Bratislava sont diffamatoires pour la Tchécoslovaquie ; il en critique les termes trop vagues et relève l'absence de préparation au cas où « les choses tourneraient mal »³⁵. Il le répétera encore le 17 août au cours d'une conférence confidentielle avec des dirigeants des médias du pays³⁶ en concluant : « L'épée de Damoclès dont le fil s'amenuise chaque jour est suspendue au-dessus de nos têtes ».

Le 20 août 1968, les troupes du pacte de Varsovie font leur entrée en Tchécoslovaquie. Le Présidium siégera sans interruption et émettra une vive protestation dont l'essentiel sera contenu dans cette phrase : « Le présidium estime que cet acte est en contradiction non seulement avec tous les principes de relations entre pays socialistes, mais aussi avec les normes fondamentales des lois internationales ». En procédant au vote, une vive dispute s'ensuivra, causée par les déclara-

tions que Smrkovsky et Kriegel venaient de faire en affirmant qu'ils considéraient comme traîtres ceux qui voterait contre ces principes. Sur les onze membres du Présidium il y eu sept voix pour (dont Franta) et quatre contre.

Le 21 août, à 4 heures du matin, des soldats et des tanks russes cernent le bâtiment du CC. Huit soldats font irruption dans le cabinet de Dubcek où était rassemblée la majorité de la direction et pointent derrière les dix membres assis autour d'une table leur fusil-mitrailleur, raconte Mlynar qui était présent. « Les soldats, poursuit-il, arrachèrent les fils du téléphone. Vers 5 heures Kriegel regarda sa montre et proposa (à ses camarades) de faire un petit somme, car, ajouta-t-il, « comme il ne se passera rien avant 8 heures et que nous n'avons pas encore dormi, nous aurons besoin d'une tête bien reposée. Il s'allongea sur le tapis et commença aussitôt à ronfler ». Peu avant midi, Dubcek, Kriegel et trois autres sont conduits à l'aéroport. Le soir, séparé du groupe et sous bonne garde, Kriegel part en avion pour Moscou. Là il sera mis au secret en dehors du Kremlin. Les Soviétiques, à la demande expresse de la délégation tchèque qui déclinerà toute réunion sans la présence de Kriegel, l'amenèront le 26 août au Kremlin. C'est Smrkovsky qui le mettra au courant des événements et de l'ultimatum russe. Dubcek écrit dans ses mémoires que Kriegel refusa catégoriquement de signer ce protocole de capitulation³⁷. Il refusa aussi de participer à quelque négociation que ce soit demandant à être reconduit à l'endroit où il était détenu. Dubcek se rappelle encore que le 23 août, dès leur arrivée à Moscou, au cours d'une rencontre avec les quatre délégués⁽³⁸⁾ du BP soviétique « Kossyguine se montra le plus agressif, le plus grossier, attaquant durement avec des insultes carrément antisémites les membres juifs de notre comité central et plus particulièrement Frantisek Kriegel et Ota Sik ». La délégation, après avoir signé le

document de capitulation - à une exception près : Kriegel qui refusa d'y apposer sa signature - décide qu'elle ne rentrera pas à Prague sans lui et refuse de monter dans l'avion sans l'homme que les Russes ne voulaient pas laisser partir. Les Soviétiques vont céder.

Le protocole imposait l'évincement de certaines personnes. Kriegel, déjà décidé, abandonne ses sièges : celui du présidium et celui de la présidence du Front national. La « normalisation » commençait.

Le 18 octobre, l'Assemblée nationale est convoquée d'urgence en session plénière pour ratifier le traité imposé par l'URSS à la Tchécoslovaquie. Près de 20 % des députés sont absents³⁹, dix s'abstiendront de voter et quatre voteront contre le traité, parmi lesquels Frantisek Kriegel. Durant plusieurs jours, les gens déposeront des fleurs devant la maison où il habite, au 5^e étage, dans un modeste appartement, car toute sa vie il restera modeste.

Huit mois seront nécessaires pour passer de la « normalisation » à la norme « socialiste ». Vers la fin du mois de mai 1969, le CC adopte trois résolutions dont la 3^e (« les questions d'organisation et les problèmes relatifs aux cadres ») comporte des mesures disciplinaires contre les réformistes. Kriegel sera exclu, non seulement du CC, mais aussi du Parti, le motif étant qu'il avait voté à l'Assemblée nationale contre le traité et le statut concernant les forces soviétiques en Tchécoslovaquie. Dans un discours prononcé au cours de la séance, Kriegel réaffirmara sa position. Ce texte sera diffusé dans toute la Tchécoslovaquie et affiché dans l'une des facultés de l'université de Prague : il y expliquait (*Le Monde* du 7.6.69) qu'il avait refusé de signer à Moscou le protocole parce qu'il « liait les mains de la République et qu'il était contraire aux sentiments de la population, à la charte de l'ONU, aux principes de coexistence internationale... un

accord qui avait été signé dans une atmosphère de pression politique... sous la menace de canons et de mitrailleuses ». Kriegel, évoquant la période stalinienne, déclare fermement son opposition au durcissement de la politique en Tchécoslovaquie. « Ce discours fut accueilli par le silence glacial des 180 membres du CC, ajoute *Le Monde*, et Husak, le nouveau premier secrétaire du PCT, dénonça violemment les propos de Kriegel pour justifier son expulsion à cause, dit-il, *de la plateforme anti-parti, antisocialiste et antisoviétique*.

Le nom de Kriegel devient le symbole de la résistance. La journée anniversaire de l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie fut marquée à Prague par de nombreuses manifestations. « Les manifestants ont crié « Vive Dubcek ! », « Vive Smrkovsky ! », « Vive Kriegel ! », écrit *Le Monde* du 23 août 1969. Cette renommée le protégera de la prison ou d'un « accident » de rue. Mais ne le préservera pas des chicanes quotidiennes. On l'attaque dans la presse et à l'hôpital où il travaille, on l'oblige à prendre sa retraite dès 1970. On le privera pendant longtemps de téléphone. Pour l'empêcher de voyager, on lui enlève son passeport, ses lettres lui arrivent sporadiquement, avec retard, ou pas du tout, bref il est surveillé. En 1975, son ami polonais de toujours, Victor Taubenfligel, compagnon d'Espagne, de Chine et de Birmanie, devenu citoyen canadien après avoir émigré de Pologne en 1968, lui rendra visite à Prague. Franta l'invita à une promenade, car, lui dit-il ; « les murs ont des oreilles ». Comme il commençait à pleuvoir, Victor lui proposa de s'asseoir dans un café. Avec l'humour qui le caractérisait, Victor, après un moment, sortit et proposa à l'agent en civil qui les surveillait dehors de venir les rejoindre, car, « il fait froid, il pleut » et il pourrait ainsi « écrire un rapport plus complet ». L'agent disparut... Après quelques temps, ils sortirent et constatèrent qu'un autre

triste type, toujours en civil, les suivait... ⁴⁰. Le 23 novembre 1976, *Le Monde* informa que « Le docteur Kriegel, l'un des principaux dirigeants du « printemps de Prague », et son épouse avaient été attaqués le vendredi 19 novembre dans leur appartement à Prague, par deux inconnus masqués qui ont ensuite pris la fuite.../ils/ se sont d'abord attaqués à Mme Kriegel... puis à son mari. Les voisins ayant été alertés par le bruit, les deux hommes se sont enfuis à bord d'une voiture. Interrogé le samedi soir par téléphone, M. Kriegel a confirmé les faits ».

Au début 1977, Franta signera la « Charta 77 » et, de nouveau, il servira de cible aux calomnies, aux insultes, aux attaques diffamatoires de la presse officielle où on écrivit : « Kriegel se comporte exactement comme Judas... enfin, ils sont de même origine » ⁴¹. *Le Monde* écrit le 5 mars 1977 : « Les autorités multiplient les pressions contre les signataires de la Charte 77... la radio tchéque s'est déchaînée contre M. F. Kriegel, l'un des principaux signataires... ».

Frantisek Kriegel était parmi les plus hâis par les Tchèques stalinien au pouvoir. Un des dignitaires prosoviétiques notoires, Vasil Bilak, attaqua en 1978 dans les périodiques *Novoïe Vremia* (Moscou) et *Rudé Právo* (Prague) les « traîtres », en nommant explicitement Kriegel.

Lors de son anniversaire le 10 avril 1978 - Kriegel venait d'avoir 70 ans - la police installa une table devant sa porte pour mieux contrôler les nombreux visiteurs qui venaient le féliciter. *El País* informa que « Kriegel, parce qu'il avait signé la Charte 77 était privé de son permis de conduire, de son passeport, de téléphone et qu'il était constamment surveillé par deux policiers » ⁴². Le PCE ayant décidé d'organiser un banquet solennel à l'occasion de l'anniversaire de Kriegel, il invita celui-ci à Madrid, mais le pouvoir de Prague ne lui permit pas d'y aller ⁴³. Prévoyant ces difficultés, il enregistra sur cas-

sette un discours en espagnol qui, par chance, parviendra à Madrid à la date prévue et sera écouté avec beaucoup d'émotion par tous ceux qui assistaient à ce banquet.

D'après les amis de Franta, c'est Mlynar qui, dans son livre, sut le mieux apprécier Kriegel et le juger à sa juste valeur : « Doué d'une vaste intelligence, il a sûrement été un des meilleurs du parti ; instruit, homme de culture, personnalité remarquable, il était aussi un organisateur de premier ordre. Avec sa riche expérience politique et personnelle, avec des perspectives d'avenir qui dépassaient l'horizon politique provincial de la grande majorité, Kriegel, homme rationnel, très sûr de lui, aimait imposer ses opinions et ses conceptions d'une manière autoritaire... Méfiant, obsti. né, il savait aussi réaliser ses idées car il était un fin tacticien. En privé, Kriegel était un homme bon qui savait, dans les moments de danger ou d'abattement, consoler et insuffler du courage et de l'optimisme. La médecine n'était pas seulement sa profession, c'était sa vocation »⁴⁴.

Le régime ne l'a pas non plus oublié après son décès car l'incinération de la dépouille de Kriegel eut lieu très tôt avant la levée du jour : on voulait éviter un rassemblement à son enterrement⁴⁵. La police confisqua toutes les notes, les manuscrits etc., cachés jusqu'alors, et sa femme ne put les récupérer qu'après de longues procédures judiciaires⁴⁶.

Frantisek Kriegel est décédé le 3 décembre
1979 à Prague.

NOTES

1 Il y avait deux universités à Prague : une tchèque et une allemande.

2 CRC, 545-6-48/24, 545-6-664/77-78.

3 Le médecin-chef de la XIe BI était le dr Fränkel qui, parti dans la deuxième moitié de janvier 1937 à Paris, ne

retournera pas en Espagne et sera remplacé par son adjoint le dr Imre Beer, « Gorian ».

4 Dès août 1937 les XIIe et XIIIe BI seront incluses dans la 45^e division.

5 « Practicante » en Espagne correspond à un infirmier diplômé.

6 CRC, 495-73-188/20.

7 Les mémoires, inédits, du dr Wiktor Taubenfligel, rédigés quotidiennement en Chine : « il /Franta/ est très honnête mais trop sûr de lui-même ; il se croit plus capable... que les autres ; il veut dominer sinon il y a une querelle qui peut aller jusqu'à la rupture... Kriegel se trompe souvent dans son jugement sur les gens, mais il ne veut pas l'admettre... ».

8 CRC, 545-6-664/77-78.

Edo : Eduardo d'Onufrio, proche collaborateur italien de Luigi Longo (« Gallo », inspecteur général des Brigades Internationales en Espagne, membre de la commission du PCE à Moscou chargée par le Komintern de revoir les archives des Brigades et de donner son opinion sur chacun des volontaires.

9 « Dr Crigel, Mayor-Médico Encargado de los asuntos de la Alcaldia por disposición de la Comandancia de la Plaza », dans le « Boletín editado por el Comisariado de la Plaza », n°2 du 1.2.39 et n°4 du 3.2.39.

10 « Informator Obozowy », 18.4.1939, n°57.

11 Le dr Jensen, un Autrichien, et le dr Crome, un Anglais, avaient des responsabilités importantes dans le Service de Santé des Brigades.

12 G.E.Sichon, « Médecins des deux guerres : Espagne et Chine », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 19, Avril-Juin 1990.

13 Tu-yun-guan se trouve quelques km de Kuei-Yang, la capitale de la province du K'uei-chou au Sud de la Chine.

14 Shin-shy, ville située à environ 95 km de Ch'ang-sha, capitale du Hu-nan.

15 Chou En-lai : membre éminent du parti communiste chinois (PCCh).

16 I-ch'ang, ville sur le fleuve Yang-tsé kiang, se trouve dans la province du Hu-pei.

17 Sauf le petit groupe du dr Baer qui était près de la frontière des Indes et du Vietnam et qu'on laissa travailler sur place.

18 Le dr Carl Coutelle a travaillé pendant longtemps en Espagne dans le laboratoire d'un des hôpitaux des BI à Murcia.

- 19 L'état d'Assam à l'extrême orientale de l'Inde.
- 20 Seagrave hospital unit, 896 Clearing Company.
- 21 L'épouse de Franta, Riva Kriegel, note (lettre à l'auteur) qu'il a travaillé dès son retour comme médecin du travail dans une grande usine de construction mécanique, CKD.
- 22 En 1951 Slansky est arrêté. Ces événements sont décrits d'une manière impressionante dans le livre de London « L'aveu ».
- 23 Les ordres : du « 25 Février » 1ère classe, du Travail, de l'Etoile Rouge pour sa participation dans la guerre civile espagnole, de la République et le « Virtuti Militari » polonais.
- 24 La session du CC CPT ayant changé la composition du Présidium eut lieu entre le 28 mars et le début d'avril 1968. Six membres de l'ancien présidium furent remplacés et parmi les six nouveaux élus se trouvait Kriegel. Le présidium comptait en tout 15 membres.
- 25 Formé immédiatement après la guerre il réunissait la plupart des partis politiques qui, après le coup d'état des communistes en 1948, devinrent des satellites sans importance.
- 26 Alexandre Dubcek, « C'est l'espoir qui meurt en dernier » autobiographie, Fayard, Paris 1993, p.206 et p.196.
- 27 Le 28 juin 1968 la censure de la presse qui existait auparavant est abolie.
- 28 Cité d'après le livre de P. Tigrid « La chute irrésistible d'Alexandre Dubcek ».
- 29 « Les deux mille mots destinés aux ouvriers, paysans, fonctionnaires, savants, artistes, et à tous les autres » publié dans Literarni Listy et dans plusieurs quotidiens de Prague fut signé par une centaine de personnalités tchèques.
- 30 La réunion de cinq partis communistes : URSS, Pologne, Hongrie, Bulgarie et RDA, eut lieu le 14 et 15 juillet 1968.
- 31 Le Monde du 19.7.1968 cite les conditions : action résolue contre les réformistes, liquidation de l'activité des organisations antisocialistes, prise en main des mass media etc.
- 32 Alexandre Dubcek, *C'est l'espoir qui meurt en dernier*, p.232, Fayard, 1993 : « Kossyguine traita le Dr Kriegel de « juif galicien », remarque insultante... »
- 33 Zdenek Mlynar, *Nachtfrost*, p.194, Frankfurt a/M, 1978.
- 34 Chelest, membre du BP soviétique et 1er secrétaire de l'Ukraine était un des délégués.
- 35 P. Tigrid, op. cit.
- 36 ibid.
- 37 Le protocole de Moscou, rédigé en langue de bois du genre « la lutte implacable menée contre les forces contre-révolutionnaires » etc., décide que le « préteur » XIVe congrès du PCT, qui s'est ouvert le 22 août, est déclaré nul et non avenu ; qu'on renverra de leurs postes du Parti et de l'Etat « les personnes... ne se conformant pas aux nécessités » de la situation actuelle, qu'on réintroduira la censure, que le séjour des troupes « alliées » sera conclu dans un traité spécial, que les cadres (prosoviétiques) qui avaient été écartés seront réintégrés et qu'il y aura une « étroite coopération avec les autres pays... socialistes ».
- 38 Brejnev, Kossyguine, Podgorny et Voronov.
- 39 Sur un total de 300 députés, seulement 242 étaient présents.
- 40 Interview et enregistrement du dr Victor Taubenfligel à Toronto, en 1986. Le dr Taubenfligel est décédé à Toronto en 1989.
- 41 Janouch, ibid.
- 42.20 mai 1978.
- 43 PCE (Parti Communiste Espagnol) était à l'époque un des partis communistes réformistes comme le parti italien.
- 44 Zdenek Mlynar, ibid. *Süddeutsche Zeitung* du 3.3.1980.
- 45 *Süddeutsche Zeitung* du 3.3.1980.
- 46 Mme R. Kriegel a fait don, après 1989, de l'ensemble des archives et matériaux de son mari à l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'Académie des Sciences à Prague.